

28 février 2011

**Déclaration de S.E. M. Joseph Deiss,  
Président de la 65<sup>ème</sup> Session de l'Assemblée Générale,  
devant la Conférence du désarmement**

Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui. Je vous remercie de votre invitation.

Nous vivons des heures importantes, porteuses de grands espoirs, mais dont les lendemains sont encore lourds d'inconnues. Il appartient à la communauté internationale d'accompagner tous ces hommes et toutes ces femmes dont les aspirations ne peuvent pas être déçues. J'étais plus tôt ce matin devant le Conseil des droits de l'homme : j'ai appelé les États Membres à prendre leurs responsabilités.

L'actualité de ces derniers mois n'est pas en reste non plus en matière de désarmement. Un climat politique favorable s'est mis en place qui a permis de faire progresser le désarmement tant sur le plan bilatéral que sur le plan international. La Fédération de Russie et les États-Unis, les deux pays qui ont les arsenaux d'armes nucléaires les plus importants, sont parvenus à négocier et à faire entrer en vigueur le nouveau traité START. C'est un résultat qui doit être souligné.

Mais l'effort de désarmement ne s'arrête pas à ces deux acteurs, aussi cruciaux soient-ils. Il faut que l'ensemble des États détenteurs d'armements nucléaires s'engagent dans le même esprit à réduire leurs propres stocks. C'est indispensable.

Je me suis rendu cet automne à Hiroshima. J'y ai ressenti toute l'horreur et la souffrance causées par l'arme nucléaire. J'y ai rencontré des survivants et des proches des victimes, j'y ai rencontré des hommes et des femmes qui s'engagent, dans le plus grand courage, pour qu'une telle tragédie ne se reproduise jamais plus. Nous aussi, représentants de la communauté internationale, nous devons nous engager, et nous devons nous engager collectivement.

Les grandes questions de notre temps demandent en effet des réponses qui dépassent les capacités des pays agissant individuellement et elles exigent une approche qui dépasse les considérations de pure sécurité nationale ou régionale. Nous avons besoin d'une action multilatérale inclusive et efficace. Nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies et d'une Conférence du désarmement qui soient fortes et qui prennent un rôle de leader en matière de désarmement et de non-prolifération.

Les avancées faites ces derniers mois nous fournissent une base solide. Ainsi, le résultat de la Conférence d'examen du Traité sur la non prolifération (NPT) qui s'est tenue à New York en 2010, est de bon augure quant à l'engagement de la communauté internationale à œuvrer par la voie multilatérale.

Une des recommandations de la Conférence était que le Secrétaire général organise une Réunion de haut niveau sur la Conférence du désarmement. Celle-ci a eu lieu en septembre dernier à New York. J'ai eu la chance de pouvoir m'y exprimer. Certains d'entre vous ont donc déjà entendu mon message, il reste le même aujourd'hui : la Conférence du désarmement est l'instance multilatérale unique de la communauté internationale pour les négociations dans le domaine du désarmement. C'est donc un instrument essentiel. La Conférence doit être renforcée, elle doit surmonter ses blocages. C'est une question de crédibilité du forum ainsi que de ses États Membres.

La Conférence est parvenue dans le passé, dans des situations géopolitiques complexes, comme pendant la Guerre froide, à conclure des traités fondamentaux pour le désarmement international. Pourquoi ne tient-elle plus aujourd'hui le même rôle phare? En tant que Président de l'Assemblée générale je suis profondément inquiet de cette situation d'impasse continue.

Je vous rappelle les maintes résolutions que l'Assemblée générale a adressées à la Conférence. C'est à vous, les États Membres, que revient la responsabilité de refaire de la Conférence un instrument fort et fonctionnel. Il est toujours souhaitable que les décisions de la Conférence bénéficient d'une large assise, mais la règle du consensus ne doit pas devenir un facteur de blocage. Un esprit de flexibilité et de compromis est nécessaire pour sortir de l'impasse d'aujourd'hui.

Suite à des années de blocage, la Conférence du désarmement se trouve dans une situation de plus en plus critique. Toutefois, je suis confiant : des avancées sont possibles. Le programme de travail adopté en 2009, après plusieurs années de stagnation, en est l'illustration. C'est une bonne base pour reprendre les travaux.

Je soutiens pleinement le Secrétaire général, Ban ki-Moon, dans son ambition de revitaliser les travaux de la Conférence et je salue son initiative de demander à son Conseil consultatif de faire le suivi des discussions qui se sont tenues pendant la réunion de haut niveau de septembre et de faire des recommandations sur les moyens de revitaliser la Conférence. L'Assemblée générale, en tant qu'organe fondateur de la Conférence, est prête à contribuer à ce processus de revitalisation.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le désarmement est l'un des objectifs les plus importants et les plus nobles des Nations Unies. Nous ne devons nous épargner aucun effort pour y parvenir. C'est une contribution vitale à la promotion de la paix, de la sécurité et de la prospérité pour l'humanité.